

réunies pour que l'exercice budgétaire et les efforts de rationalisation budgétaire deviennent une fiction sur laquelle l'ajustement structurel n'a plus réellement de prise. Les bailleurs sont amenés à faire de la gestion en direct de lambeaux d'État, ce qui est aux antipodes du fonctionnement rationnel du processus administratif et budgétaire et de l'internalisation du processus d'ajustement, tandis que la racine de ces dysfonctionnements et de ces violences leur échappe.

Que peut-on conclure de ce triste tableau qui toutefois ne se réalise pas au même degré dans tous les pays:

- tout d'abord que les bailleurs font sans doute fausse route en s'obstinant à rechercher des solutions uniquement techniques à des problèmes dont la racine est également profondément politique. Madame Campbell développera bien davantage ce point et aura des propositions à faire dans son prolongement;
- ensuite, puisqu'un des effets non voulus du processus d'ajustement dans le contexte d'un régime néo-colonial prédateur est d'affaiblir la société civile et les possibilités de relèvement, il convient d'essayer de renforcer directement cette société civile en appuyant ses institutions et en ouvrant des espaces de débat et de formation qui y contribuent.

L'ACDI à Yaoundé a fait réaliser une intéressante étude sur ce thème par le Professeur Eboussi, qui débouche sur des propositions concrètes dont certaines pourraient sans doute être reprises et élargies à l'espace francophone.